

HOOFDSTUK II. — *Slotbepaling*

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 10 april 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 386-1. — Verslag, nr. 386-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 april 2003.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1800

[C - 2003/27299]

10 AVRIL 2003. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est porté assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 448 (2002-2003) N^{os} 1 et 2

Compte rendu intégral, séance publique du 2 avril 2003.

Discussion — Vote.

Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- « Conseil » : le Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale;
- « Gouvernements » : le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté germanophone;
- « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale;
- « Ministres » : les Ministres ayant les Relations internationales et/ou la Coopération internationale dans leurs attributions;
- « Pays en voie de développement » : les pays qui sont considérés comme des pays en développement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique.

Art. 2. Le Conseil exerce une mission consultative auprès des Gouvernements et du Collège dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui relèvent des compétences des parties contractantes et qui sont développées avec ou à l'égard des pays en voie de développement.

Sans préjudice des compétences fédérales en la matière, il formule, à la demande des Ministres ou d'initiative, tout avis et propositions sur la politique générale de la coopération internationale.

Le Conseil peut notamment :

- proposer des pays et/ou régions et/ou des secteurs d'activités prioritaires aux Gouvernements et au Collège, sur base de modalités convenues entre ceux-ci;
- rendre un avis sur toute proposition ou projet législatif en matière de coopération internationale;
- formuler des propositions particulièrement en ce qui concerne la sensibilisation et l'éducation au développement, l'implication des personnes étrangères ou d'origine étrangère et la décentralisation de la politique au développement via un rôle accru des pouvoirs locaux;
- être consulté à l'occasion de l'évaluation externe de la politique des Gouvernements en matière de coopération et de solidarité internationale, et le cas échéant, formuler de nouvelles propositions aux Gouvernements et au Collège;
- proposer aux Gouvernements et au Collège la fixation des critères de qualité de la politique de coopération internationale;
- organiser, en concertation avec les Ministres, un forum annuel réunissant tous les acteurs du développement.

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil est composé de 26 membres désignés par accord de coopération approuvé par les Gouvernements et le Collège, dans les conditions suivantes :

- 4 membres sont présentés, sur liste double, par le CNCDC, Centre National de Coopération au Développement, dont l'un est particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 4 membres sont présentés, sur liste double, par ACODEV, Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement, dont l'un est particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 4 membres sont présentés, sur liste double, par le CIUF, Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique;
- 6 membres sont présentés, sur liste double, par les partenaires sociaux, dont 4 représentants des organisations syndicales;
- 3 membres sont présentés, sur liste double, par les Villes et Communes soit :
 - 2 représentants proposés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;
 - 1 représentant francophone proposé par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-capitale;
- 1 membre est présenté, sur liste double, par le Conseil de l'Education et de la Formation;
- 1 membre est présenté, sur liste double, par le RED, Réseau d'Education au Développement Nord-Sud;
- 1 membre est présenté, sur liste double, par le « Rat für Entwicklungszusammenarbeit » de la Communauté germanophone;
- 2 membres sont présentés, sur liste double, par les 24 membres initialement désignés.

Dans la mesure du possible, la parité hommes-femmes sera respectée dans la composition du Conseil. Il est veillé en tout cas à ce que le Conseil comprenne au moins neuf hommes et neuf femmes.

§ 2. Un accord de coopération, approuvé par les Gouvernements et le Collège, désigne, au sein du Conseil, son président et ses deux vice-présidents. Il est veillé dans ces désignations à respecter un équilibre entre les représentants des ONG, des universités et des partenaires sociaux.

§ 3. La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Au cas où un membre du Conseil cesse d'exercer sa fonction, notamment lorsqu'il perd la qualité pour laquelle il a été désigné, un accord de coopération approuvé par les Gouvernements, et le Collège, désigne son remplaçant, lequel achève son mandat. Celui-ci est présenté, sur liste double, par l'organe qui avait proposé la désignation du membre qui a cessé ses fonctions.

Art. 4. Le Conseil sera assisté dans sa tâche par un secrétariat permanent installé dans les bâtiments de la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne et du Commissariat général des Relations internationales de la Communauté française, sans préjudice des décisions ultérieures qui seraient prises par les Gouvernements ou le Collège.

Un accord de coopération approuvé par les Gouvernements et le Collège fixe la composition du secrétariat et les modalités de recrutement de son personnel. Il prévoit également les conditions dans lesquelles des membres des administrations et des différentes parties contractantes sont mis à la disposition du secrétariat. Il fixe, enfin, les règles applicables au statut de son personnel.

Art. 5. Un accord de coopération approuvé par les Gouvernements et le Collège fixe le budget annuel de fonctionnement du Conseil, dans le cadre des montants figurant à cette fin aux budgets des parties contractantes.

Art. 6. Le Conseil soumet un projet de règlement d'ordre intérieur à l'approbation des Gouvernements et du Collège.

Art. 7. Le présent accord est conclu en quatre versions originales.

Fait à Namur, le 1^{er} juillet 2002.

Pour la Communauté française de Belgique :

Le Ministre-Président de la Communauté française de Belgique,
H. HASQUIN

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone et Ministre de l'Emploi, de la Politique
des Handicapés, des Médias et des Sports,
K-H. LAMBERTZ

Le Ministre de la Jeunesse et de la Famille, des Monuments et Sites, de la Santé et des Affaires sociales,
H. NIESSEN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Pour la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale,
E. TOMAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1800

[C — 2003/27299]

10. APRIL 2003 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt mit Bezug auf die Schaffung eines Rates Wallonie-Brüssel der internationalen Zusammenarbeit (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziges Artikel - Dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt mit Bezug auf die Schaffung eines Rates Wallonie-Brüssel der internationalen Zusammenarbeit wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Note

(1) *Sitzung 2002-2003*

Dokumente des Rats 448 (2002-2003), Nr. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — öffentliche Sitzung vom 2. April 2003.

Diskussion — Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt mit Bezug auf die Schaffung eines Rates Wallonie-Brüssel der internationalen Zusammenarbeit

Artikel 1 - Im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

- «Rat»: der Rat Wallonie-Brüssel der internationalen Zusammenarbeit;
- «Regierungen»: die wallonische Regierung, die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
- «Kollegium»: das Kollegium der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt;
- «Minister»: die für die internationalen Beziehungen und/oder die internationale Zusammenarbeit zuständigen Minister;
- «Entwicklungsländer»: die Länder, die vom Komitee für Entwicklungshilfe der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung als Entwicklungsländer betrachtet werden.

Art. 2 - Der Rat berät die Regierungen und das Kollegium bei der Ausarbeitung und Umsetzung der Politik, die in den Zuständigkeitsbereich der vertragsschließenden Parteien fällt und gemeinsam mit den Entwicklungsländern oder zu deren Gunsten entwickelt wird.

Unbeschadet der Befugnisse des Föderalstaates in dieser Angelegenheit erteilt der Rat auf Anfrage der Minister oder aus eigener Initiative Gutachten und Vorschläge zur allgemeinen Politik der internationalen Zusammenarbeit.

Der Rat kann u.a.:

- den Regierungen und dem Kollegium auf Grund der zwischen ihnen festgelegten Bestimmungen vorrangige Länder und/oder Regionen und/oder Tätigkeitsbereiche vorschlagen;
- ein Gutachten zu jedem Gesetzesvorschlag oder Gesetzentwurf in Sachen internationale Zusammenarbeit abgeben;
- Vorschläge unterbreiten insbesondere was die Sensibilisierung und Erziehung für Entwicklungshilfe, das Einbeziehen von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft und die Dezentralisierung der Entwicklungspolitik angeht, und dies unter zunehmender Einbeziehung der lokalen Behörden;
- als Ratgeber fungieren bei der externen Bewertung der von den verschiedenen Regierungen geführten Politik in Sachen internationale Zusammenarbeit und Solidarität und gegebenenfalls den Regierungen und dem Kollegium neue Vorschläge unterbreiten;
- den Regierungen und dem Kollegium die Festlegung von Qualitätskriterien der Politik der internationalen Zusammenarbeit vorschlagen;
- in Absprache mit den Ministern ein jährliches Forum veranstalten, an dem alle an der Entwicklungshilfe beteiligten Parteien teilnehmen.

Art. 3 - § 1 - Der Rat setzt sich aus 26 Mitgliedern zusammen, die durch ein von den Regierungen und dem Kollegium gebilligtes Zusammenarbeitsabkommen unter nachfolgenden Bedingungen bezeichnet werden:

- 4 Mitglieder, wovon eines besonders von der Problematik «Migration und Entwicklung» betroffen ist, werden auf einer doppelten Liste vom Nationalen Zentrum für Entwicklungszusammenarbeit (CNCD - Centre national de Coopération au Développement) vorgeschlagen;
- 4 Mitglieder, wovon eines besonders von der Problematik «Migration und Entwicklung» betroffen ist, werden auf einer doppelten Liste vom französischsprachigen und deutschsprachigen Verband der Vereinigungen für Entwicklungszusammenarbeit (ACODEV - Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement) vorgeschlagen;
- 4 Mitglieder werden auf einer doppelten Liste vom Interuniversitären Rat der Französischen Gemeinschaft Belgiens (CIUF - Conseil interuniversitaire de la Communauté française) vorgeschlagen;
- 6 Mitglieder, davon 4 Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen, werden auf einer doppelten Liste von den Sozialpartnern vorgeschlagen;
- 3 Mitglieder werden auf einer doppelten Liste von den Städten und Gemeinden vorgeschlagen, d.h.
 - 2 Vertreter werden von der Union der Städte und Gemeinden der Wallonie vorgeschlagen;
 - 1 französischsprachiger Vertreter wird von der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt vorgeschlagen.
- 1 Mitglied wird auf einer doppelten Liste vom Rat für Bildung und Ausbildung vorgeschlagen;
- 1 Mitglied wird auf einer doppelten Liste vom RED (Réseau d' Education au Développement Nord-Sud) vorgeschlagen;
- 1 Mitglied wird auf einer doppelten Liste vom Rat für Entwicklungszusammenarbeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen;
- zwei Mitglieder werden auf einer doppelten Liste von den 24 ursprünglich bezeichneten Mitgliedern vorgeschlagen.

Bei der Besetzung des Rates wird im Rahmen des Möglichen auf eine geschlechtliche Parität geachtet. Es wird auf jeden Fall darauf geachtet, dass der Rat mindestens neun Männer und neun Frauen zählt.

§ 2 - Ein von den Regierungen und dem Kollegium gebilligtes Zusammenarbeitsabkommen bezeichnet innerhalb des Rates seinen Präsidenten und seine beiden Vizepräsidenten. Bei diesen Bezeichnungen wird auf ein Gleichgewicht zwischen den Vertretern der Nichtregierungsorganisationen, der Universitäten und der Sozialpartner geachtet.

§ 3 - Die Dauer des Mandats der Ratsmitglieder beträgt 5 Jahre. Wenn ein Ratsmitglied sein Mandat nicht mehr ausübt, insbesondere wegen Verlust der Eigenschaft, auf Grund der es bezeichnet wurde, bezeichnet ein von den Regierungen und dem Kollegium gebilligtes Zusammenarbeitsabkommen seinen Nachfolger, der das Mandat zu Ende führt. Dieser wird auf einer doppelten Liste von dem Organ vorgeschlagen, das die Bezeichnung des Mitgliedes vorgeschlagen hatte, das sein Mandat nicht mehr ausübt.

Art. 4 - In seiner Arbeit unterstützt wird der Rat von einem ständigen Sekretariat, das in den Gebäulichkeiten der Generaldirektion der Außenbeziehungen der Wallonischen Region und des Generalkommissariats der internationalen Beziehungen der Französischen Gemeinschaft untergebracht ist, unbeschadet der späteren Entscheidungen, die von den Regierungen und dem Kollegium getroffen würden.

Ein von den Regierungen und dem Kollegium gebilligtes Zusammenarbeitsabkommen legt die Besetzung des Sekretariats und die Bestimmungen zur Anwerbung des Sekretariatspersonals fest. Es sieht ebenfalls die Bedingungen vor, unter denen dem Sekretariat Mitglieder von Verwaltungen und Mitglieder der verschiedenen vertrags-schließenden Parteien zur Verfügung gestellt werden. Es legt ebenfalls die auf das Statut seines Personals anwendbaren Regeln fest.

Art. 5 - Ein von den Regierungen und dem Kollegium gebilligtes Zusammenarbeitsabkommen legt den jährlichen Funktionshaushalt des Rates fest, dies im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der vertrags-schließenden Parteien vorgesehenen Mittel.

Art. 6 - Der Rat unterbreitet den Regierungen und dem Kollegium den Entwurf einer inneren Geschäftsordnung zwecks Billigung.

Art. 7 - Vorliegendes Abkommen wird in vierfacher Originalausfertigung geschlossen.

Namur, am 2. Juli 2002

Für die Französische Gemeinschaft Belgiens:

Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft Belgiens,
H. HASQUIN

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

Der Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft
und Minister für Beschäftigung Behindertenpolitik, Medien und Sport,
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales,
H. NIESENS

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Für die französische Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt:
Der Minister, Präsident des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission
der Region Brüssel-Hauptstadt,
E. TOMAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1800

[C — 2003/27299]

10 APRIL 2003. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking. (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Goedkeuring wordt verleend aan het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 448 (2002-2003) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 april 2003.

Bespreking – Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking

Artikel 1. In het kader van dit Samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

- « Raad » : de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking;
- « Regeringen » : de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;
- « College » : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- « Ministers » : de Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en/of de Internationale Samenwerking;
- « Ontwikkelingslanden » : de landen die als in ontwikkeling zijnde landen worden beschouwd door het Comité voor ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

Art. 2. De Raad treedt als raadgever op voor de Regeringen en het College in de uitwerking en de uitvoering van het beleid dat onder de bevoegdheden van de overeenkomstsluitende partijen valt en dat met of ten opzichte van de ontwikkelingslanden ontwikkeld wordt.

Onverminderd de ter zake geldende federale bevoegdheden formuleert hij op verzoek van de Ministers of op eigen initiatief elk advies en voorstellen over het algemene beleid inzake internationale samenwerking.

De Raad kan meer bepaald :

- de Regeringen en het College op grond van onderling vastgelegde nadere regels landen en/of regio's en/of activiteitsdomeinen voorstellen die voorrang genieten;
- advies uitbrengen over elk wetsvoorstel of -ontwerp inzake internationale samenwerking;
- voorstellen formuleren wat in het bijzonder betreft : de sensibilisering voor en het onderricht in ontwikkelingshulp, het erbij betrekken van buitenlandse personen of van allochtonen en de decentralisering van het beleid inzake ontwikkelingshulp door de plaatselijke besturen een grotere rol te laten spelen;
- geraadpleegd worden ter gelegenheid van de externe evaluatie van het beleid van de Regeringen inzake internationale samenwerking en solidariteit en, in voorkomend geval, de Regeringen en het College nieuwe voorstellen overleggen;
- de Regeringen en het College voorstellen om criteria vast te leggen voor de kwaliteit van het beleid inzake internationale samenwerking;
- in overleg met de Ministers een jaarlijks forum houden waarop alle actoren inzake ontwikkelingshulp verenigd worden.

Art. 3. § 1. De Raad bestaat uit 26 leden die aangewezen worden door het Samenwerkingsakkoord na goedkeuring ervan door de Regeringen en het College, in de volgende omstandigheden :

- 4 leden worden uit een dubbele lijst door het NCOS, het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking, voorgedragen, waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake migratie en ontwikkeling;
- 4 leden worden uit een dubbele lijst door het ACODEV, « Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement » (Franstalige en Duitstalige Federatie van de Verenigingen voor Ontwikkelingssamenwerking), voorgedragen, waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake migratie en ontwikkeling;
- 4 leden worden uit een dubbele lijst door de CIUF, « Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique » (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap van België) voorgedragen;

— 6 leden worden uit een dubbele lijst door de sociale partners voorgedragen, waarvan 4 vertegenwoordigers van de vakverenigingen;

— 3 leden worden uit een dubbele lijst door de Steden en Gemeenten voorgedragen, namelijk :

— 2 vertegenwoordigers voorgedragen door de « Union des villes et communes de Wallonie » (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

— 1 Franstalige vertegenwoordiger voorgedragen door de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— 1 lid wordt uit een dubbele lijst voorgedragen door de « Conseil de l'Education et de la Formation » (Raad voor Opvoeding en Opleiding);

— 1 lid wordt uit een dubbele lijst voorgedragen door de RED, « Réseau d'Education au Développement Nord-Sud »;

— 1 lid wordt uit een dubbele lijst voorgedragen door de «Rat für Entwicklungszusammenarbeit» (Raad voor Ontwikkelingssamenwerking) van de Duitstalige Gemeenschap;

— 2 leden worden uit een dubbele lijst voorgedragen door de 24 aanvankelijk aangewezen leden.

Voorzover mogelijk wordt de gelijkheid tussen man en vrouw in de samenstelling van de Raad nageleefd. Er wordt in ieder geval over gewaakt dat de Raad uit minstens 9 mannen en 9 vrouwen bestaat.

§ 2. Een door de Regeringen en het College goedgekeurd samenwerkingsakkoord wijst in de Raad diens voorzitter en twee ondervoorzitters aan. Er wordt in die aanwijzingen over gewaakt dat er een evenwicht wordt nageleefd tussen de NGO-vertegenwoordigers, de universiteiten en de sociale partners.

§ 3. Het mandaat van de leden van de Raad duurt vijf jaar. Mocht één lid van de Raad ophouden zijn ambt uit te oefenen, meer bepaald wanneer hij de hoedanigheid verliest waarvoor hij aangewezen is, wijst een door de Regeringen en het College goedgekeurd samenwerkingsakkoord zijn plaatsvervanger aan, die diens mandaat voltooit. Laatstgenoemde plaatsvervanger wordt uit een dubbele lijst voorgedragen door het organisme dat de aanwijzing van het uit zijn ambt getreden lid voorgedragen had.

Art. 4. De Raad wordt in zijn taak bijgestaan door een vast secretariaat dat in de gebouwen huist van het Directoraat-Generaal Buitenlandse Betrekkingen van het Waalse Gewest en van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap, onverminderd de latere beslissingen die de Regeringen en het College zouden treffen.

Een door de Regeringen en het College goedgekeurd samenwerkingsakkoord legt de samenstelling van het secretariaat vast, evenals de nadere regels voor de werving van diens personeel. Bedoeld akkoord bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de leden van de besturen en van de verschillende overeenkomstsluitende partijen ter beschikking van het secretariaat worden gesteld. Ten slotte worden in bedoeld akkoord ook de regels vastgesteld die van toepassing zijn op het secretariaatpersoneel.

Art. 5. Een door de Regeringen en het College goedgekeurd samenwerkingsakkoord legt het jaarlijks werkingsbudget van de Raad vast, in het kader van de bedragen die te dien einde vermeld zijn in de budgetten van de overeenkomstsluitende partijen.

Art. 6. De Raad legt de Regeringen en het College een ontwerp van huishoudelijk reglement ter goedkeuring voor.

Art. 7. Dit akkoord wordt in vier oorspronkelijke versies afgesloten.

Namen, 1 juli 2002.

Voor de Franse Gemeenschap van België :

De Minister-President van de Franse Gemeenschap van België,
H. HASQUIN

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President en Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptensbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Voor de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
E. TOMAS